

L'heure des comptes

Emmanuel Macron a chiffré à 50 milliards d'euros le coût de son programme. Son financement est-il crédible ?

Jade Grandin de l'Épaveur

LES CANDIDATS SONT TOUJOURS plus optimistes que les Présidents. Si Emmanuel Macron est ré-élu, il prévoit 50 milliards d'euros de dépenses supplémentaires par an à horizon 2027, résume un document de chiffrage de son programme consulté par l'Opinion.

Ces dépenses sont réparties en cinq volets : 10 milliards d'euros dans la transition écologique, 15 milliards dans les baisses d'impôts, à moitié pour les ménages, à moitié pour les entreprises, 12 milliards pour l'éducation et la jeunesse, 8 milliards dans la santé, l'autonomie et le handicap, et enfin 5 milliards dans la famille et l'enfance. En revanche, le dégel du point d'indice de la fonction publique, susceptible de coûter plusieurs milliards d'euros (1% de hausse coûte 2 milliards par an), n'y est pas mentionné.

Il faut donc trouver en face, a minima, 50 milliards d'euros de nouvelles recettes. La réforme des retraites, avec le report de l'âge de départ à 65 ans et des mesures de compensation, donnerait un gain net de 9 milliards par an à horizon 2027. Vigilance toutefois car l'âge serait relevé progressivement et donc l'effet d'économies « jouera pleinement en 2035 », souligne Denis Ferrand, directeur général de Rexecode.

15 milliards viendraient de réformes de modernisation, comme « la mise en place de la e-prescription et de la e-carte vitale, la régulation des prestations sociales et leur bonne attribution, ainsi que la facturation électronique [...] », précise le document. S'y ajouteraient 20 milliards d'euros de réduction des coûts de fonctionnement des administrations publiques : 10 milliards côté Etat et Sécurité sociale, avec pour cette dernière une « réduction des coûts

de gestion, une mutualisation territoriale des fonctions supports, une rationalisation des agences » ; et 10 milliards de « maîtrise du rythme des dépenses de fonctionnement » des collectivités locales. « Il faut nous expliquer comment les y inciter car elles ne le feront pas spontanément », commente François Ecalte, fondateur de Fipeco.

Cette promesse de 35 milliards d'euros d'économies soulève deux questions. D'abord la crédibilité. « La réduction des dépenses de fonctionnement de l'Etat était l'angle mort d'Emmanuel Macron jusqu'à présent, rappelle Denis Ferrand. Certes, la délivrance automatique des aides sociales diminue les coûts de gestion, mais à hauteur de 10 milliards d'euros ? Pas sûr ». Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, est plus confiant : « Les dépenses de fonctionnement des administrations publiques étaient passées de 18,1% du PIB en 2017 à 17,6% en 2019, soit dix milliards économisés sur deux ans, cette trajectoire donne raison [au chiffrage du programme]. »

Doublons. La deuxième question concerne les doublons. Peut-on vraiment différencier les économies sur les dépenses de fonctionnement et celles liées à la modernisation de l'Etat ? Mathieu Plane « ne comprend pas cette distinction ». Ensuite et surtout, il y a des recoupements entre les mesures supposées financer les nouvelles dépenses et celles déjà promises à Bruxelles en avril 2021 pour ramener le déficit public sous la barre des 3% d'ici à 2027.

Comme l'a précisé Emmanuel Macron dans sa conférence de presse, ce sont normalement deux choses différentes, puisque les dépenses présentées jeudi sont « en plus ». Or certaines mesures sont évoquées dans les deux cas : la facturation électronique, la « modernisation et la transformation numérique de la gestion fiscale », la « modération des dépenses » des administrations de sécurité sociales... Que financent-elles au final, les nou-

Retrouvez l'intégralité de l'article sur l'opinion.fr



Le chiffrage du programme d'Emmanuel Macron

Dépenses et recettes nouvelles par an, à horizon 2027

Dépenses nouvelles (en milliards d'euros)		Recettes et économies nouvelles (en milliards d'euros)	
Transition écologique (renovation énergétique, primes à la conversion, plantation d'arbres)	10	Recettes fiscales liées au surplus d'activité et de croissance* 30 milliards d'euros attendus, dont 6 sont alloués au financement des mesures nouvelles et 24 à la baisse du déficit public	6
Soutien au pouvoir d'achat et à l'activité (baisse d'impôts ménages et entreprises, travail)	15	Gains nets de la réforme des retraites (passage à 65 ans moins mesures de justice pénibilité, retraite minimum 1100 euros...)	9
Education et jeunesse	12	Réformes de modernisation (e-prescription, e-carte vitale, régulation prestations sociales, facturation électronique, entrée en vigueur de l'IS minimal, lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale)	15
Santé, autonomie, handicap	8	Réduction des coûts de fonctionnement Etat et Sécurité sociale (réduction des coûts de gestion sécurité sociale, mutualisation territoriale des fonctions supports, rationalisation des agences)	10
Famille et enfance (garantie d'une solution de garde...)	5	Maîtrise des dépenses de fonctionnement collectivités locales	10
Total	50	Total	50

*Hypothèse du passage de 7,4% de chômage à 5% au cours du quinquennat grâce à la réforme de l'assurance chômage et à la politique de l'offre des deux quinquennats

Réduction du déficit de 5% environ en 2022 à moins de 3% en 2027 (en milliards d'euros)

24

SOURCE : EN MARCHÉ, L'OPINION

velles dépenses ou la réduction du déficit ?

Enfin, la cinquième source de financement est le surplus de croissance attendu, basé sur une hypothèse très volontariste : le fait que la France atteigne le plein-emploi en 2027, grâce à la réforme de l'assurance chômage et à la politique de l'offre. Cela générerait 30 milliards d'euros de recettes, dont 6 milliards seraient alloués au financement des mesures nouvelles, et 24 milliards à la baisse du déficit public.

Croissance. L'équipe d'En Marche fait l'hypothèse que la croissance française, attendue cette année entre 3% et 4%, ralentirait progressivement pour se stabiliser à 1,8% en 2027. Alors que les économistes du Trésor estimaient il y a six mois que la croissance atterrirait plutôt à 1,4% en 2027. Soit 0,4 point d'écart, alors que l'environnement est plus incertain depuis la guerre en Ukraine. « Emmanuel Macron évoque une croissance qui serait plus forte grâce à ses réformes,

ce qui n'est pas du tout acquis », dit Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE.

« C'est normal d'avoir pour objectif beaucoup de croissance et le retour au plein-emploi, mais peut-on le présenter comme une mesure budgétaire ? », interroge Mathieu Plane. C'est un « pari ambitieux », dit Eric Chaney, conseiller économique à l'Institut Montaigne. Les chiffres récents du chômage sont bons, « mais il y a encore du chômage partiel, des aides à l'apprentissage de 4 milliards qui doivent s'étendre à l'été », remarque François Geerolf, professeur assistant d'économie à UCLA. « Très sceptique », François Ecalte identifie comme « premier problème le fait qu'il n'y a pas de réduction structurelle du déficit. Tous les gouvernements passés ont espéré que la croissance serait formidable, mais l'expérience a montré que c'était rarement le cas. Investir dans l'éducation et la santé permet des économies et de la croissance à très long terme, pas à horizon 2027 ». @ladeGrandin